

La politique de l'immigration de la CAQ

Le populisme de gauche pour cacher celui de droite

Par une manœuvre communicationnelle de fausse réunion confidentielle on découvre que la CAQ, alias le Premier ministre, fait un pied-de-nez au Conseil du patronat, qui s'en voit fort offusqué, pour apparemment défendre une politique de haut salaire moyen en supprimant, au bénéfice des personnes bas-salariées, la compétition de leurs homologues immigrants sur le marché du travail en leur refusant l'entrée au Québec. Ainsi, le niveau ontarien en sera-t-il rattrapé plus vite, paraît-il, ce qui flatte l'ego nationaliste.

Évidemment, ce rattrapage salarial par le bas serait l'affaire des entreprises qui doivent « *revoir leurs politiques salariales [...] sans néanmoins évoquer une hausse du salaire minimum.* » (Romain Schué, [Pas d'immigration massive pour combler la pénurie de main-d'œuvre, dit Legault](#), Radio-Canada, 3/05/21) maintenu à 13.50 \$ alors que le mouvement social réclame 15.00 \$ depuis des années. La revendication a tellement vieilli que le think-tank de gauche IRIS calcule un « *salaire viable* » de 18.00 \$ et que « *[p]rès de 80 % des délégués [au congrès d'avril] du Nouveau Parti démocratique (NPD) ont adopté une résolution demandant que le salaire minimum soit porté à au moins 20 \$ de l'heure et indexé à l'inflation.* » (La Presse, 10/04/21)

Oh ! double message que sauront défricher nos gens d'affaires au-delà de leur ire. D'autant plus que ce message subliminal a été renforcé dès le lendemain du Premier mai. Après avoir convoqué les chefs de file syndicaux pour rien leur annoncer eu égard à la négociation du secteur public qui dure depuis plus d'un an... sauf qu'il veut régler en deux ou trois semaines — autre message subliminal annonçant une loi spéciale ? — le Premier ministre, « *citant les avancées auprès de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) et de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE)* » [...] *a opposé aux revendications syndicales les limites budgétaires atteintes par Québec.* » (Maud Cucchi, [Conventions collectives : les syndicats rejettent l'offre du gouvernement Legault](#), Radio-Canada, 2/05/21) S'il n'en tient qu'au gouvernement, il n'y aura donc aucun rattrapage salarial pour les centaines de milliers de personnes bas-salariées des services publics. Une chance que la CAQ pourra compter sur les patrons !

Mais qui sont ces personnes potentiellement immigrantes à bas salaire sinon la masse de personnes racisées qui fuient les misères, sécheresses et guerres du monde auxquelles contribuent l'impérialisme canadien particulièrement de la finance et des mines. Voilà le clair message politique que l'identitaire électoral caquiste et péquiste sera recevoir cinq sur cinq. Pour que ce message soit bien compris, la CAQ rappelle que la résolution de la pénurie de main-d'œuvre « *"Ça passe aussi par la formation et la requalification, en ciblant des secteurs particuliers et qui ont été affectés par la crise des derniers mois"* » et est-ce la faute de la CAQ si « *le fédéral nous oblige à rentrer un réfugié ou une réunification familiale, là, on va avoir de la difficulté à aller chercher les bonnes personnes.* »

Le patronat aura donc ces personnes immigrantes haut-salariées qui s'intégreront au cosmopolite et bilingue Montréal ce qui n'affectera pas les bastions électoraux de la CAQ et du PQ. Les services publics continueront de manquer de main-d'œuvre et tant pis pour le bon peuple et tant mieux pour la privatisation sous toutes ses formes. Pour ce qui est du « cheap

labour » privé, il y aura le soutien gouvernemental certes pour la formation mais aussi la cherté des logements privés et l'austérité des politiques de soutien au revenu qui obligent à accepter n'importe quel travail et, *last but not least*, l'immigration clandestine et temporaire... et toutes ces personnes réfugiées imposées par Ottawa.

Marc Bonhomme, 5 mai 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca